



Arrêté Municipal
Arrêté temporaire PM n° 167/2024
Rétrécissement de la chaussée/ Circulation Alternée
Raccordement réseau Fibre Optique
D4 route de Toulouse, à hauteur des 680a et 780 ; 25 chemin du
Buguet ; 405 avenue de Castelnau
du lundi 03 juin 2024, 08h30 au vendredi 07 juin 2024, 18h00

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

Vu la demande de l'entreprise **IELO, 6 rue Frédéric Garcia Lorca- 31200 TOULOUSE, représentée par Mr BLEY Louis, concernant des travaux de raccordement au réseau Fibre Optique**, en date du **21 mai 2024** ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer **la circulation, route de Toulouse, à hauteur des n°680a et 780, chemin du Buguet à hauteur du n°25, avenue de Castelnau, à hauteur du n°405**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la **durée des travaux de raccordement au réseau Fibre Optique** ;

ARRETE

ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise **IELO, représentée par Mr BLEY Louis**, de réaliser des travaux, **de raccordement au réseau Fibre Optique**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules, **route de Toulouse, à hauteur des n°680a et 780, chemin du Buguet à hauteur du n°25, avenue de Castelnau, à hauteur du n°405, se fera sur chaussée réduite et sera assurée par un alternat manuel.**

Elle sera précédée d'une signalisation d'approche.

Ces dispositions entreront en vigueur, **le lundi 03 juin 2024, 08h30 au vendredi 07 juin 2024, 18h00**, date et heure à laquelle les conditions normales de circulation seront rétablies.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par **l'entreprise IELO.**

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton, le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton et la Directrice Générale des Services, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.
Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.
Services Techniques de la commune de Fronton.
Communauté de Communes du Frontonnais.
Service de Police Municipale de Fronton.
Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 21 mai 2024
Le Maire



Hugo CAVAGNAC